Newsletter sur la Coopération Mondiale

CIAS
Conseil International d'Action Sociale

Octobre 2018

La lettre d'information du mois d'octobre présente un panorama des activités européennes récentes. Certains enseignements tirés de l'initiative des systèmes de protection sociale de l'UE, lancée en 2014, sont présentés et analysés dans l'article de Ronald Wiman. Une mise à jour sur les activités de la Plateforme AGE en Europe est fournie par Jean-Michel Hôte. Nous publions également quelques faits saillants du dernier forum mondial organisé par une nouvelle entité appelée Convergences, et quelques activités de l'alliance des ONG européennes appelée SDG Watch Europe.

Veuillez également prendre note de l'annonce de la prochaine conférence de novembre intitulée "Construire l'Europe sociale" organisée par la Plate-forme sociale européenne au Portugal. Le contenu du bulletin d'octobre a été préparé par le CIAS Europe.

Sergei Zelenev, Directeur général du CIAS et rédacteur en chef de la Lettre

suite page 2

ZOOM

L'Union européenne, la Finlande, l'Allemagne et l'OCDE soutiennent la systématisation de la protection sociale 2

Débats sur les questions de vieillissement aux niveaux régional et mondial 3

suite de la page 1

L'Union européenne, la Finlande, l'Allemagne et l'OCDE soutiennent la systématisation de la protection sociale

Par Ronald Wiman, Président du CIAS Europe

EU Social Protection Systems Initiative

EU Social Protection Systems Programme

De nombreux pays riches d'aujourd'hui, comme la Finlande, ont commencé à mettre en place des systèmes de protection sociale alors qu'ils étaient encore des pays pauvres. Quand j'étais enfant dans une petite ferme en Finlande dans les années 1950, nous avions deux vaches, trente poulets, deux cochons, une petite zone de forêt et quelques champs de pommes de terre et d'avoine. A cette époque, peu après la seconde guerre mondiale, la Finlande était un pays agricole avec un niveau de PIB par habitant similaire à celui de la Namibie aujourd'hui. Les revenus modestes et volatils de la vente du lait et des œufs à la coopérative ont été stabilisés par des flux de trésorerie bimensuels, provenant des subventions universelles pour les enfants et des pensions d'invalidité et par les envois de fonds des États-Unis. Il s'agit d'une combinaison familière de sources de revenus dans de nombreux pays à faible revenus aujourd'hui, n'est-ce pas ?

Les gouvernements ont compris que la protection sociale était un outil puissant pour : lutter contre la pauvreté, maintenir la viabilité des zones rurales et des exploitations de subsistance, combler les écarts entre les groupes de population, promouvoir l'égalité, investir dans les personnes et, paradoxalement, améliorer leur autonomie – et, surtout, pour stimuler la croissance économique et permettre la transformation structurelle de l'économie.

La protection sociale a été un outil de développement sous-utilisé. Dans la pensée économique fondamentale, la protection sociale a longtemps été étiquetée comme une dépense ou comme un don de charité entravant la croissance économique. Dans le même temps, de nombreuses preuves se sont accumulées, tant historiques que contemporaines, montrant que la protection sociale a été, non pas une dépense, mais un investissement rentable dans le capital humain et social et le développement durable.

La protection sociale a fait son entrée sur l'agenda mondial à la suite de la crise financière de 2008. En outre, l'Union européenne a commencé à orienter de plus en plus ses investissements de coopération au développement vers la protection sociale dans les pays partenaires. Outre l'aide budgétaire directe, la Commission européenne a décidé de soutenir les investissements dans la systématisation des régimes de protection sociale des pays en développement partenaires par une assistance technique.

La Commission européenne, en partenariat avec le Centre de développement de l'OCDE et l'Institut pour la santé et le bien-être social du gouvernement finlandais (THL), a lancé en 2014 le programme de systèmes de protection sociale européen (EU-SPS), qui doit travailler pendant quatre ans avec dix pays en développement. L'année dernière, la GIZ, la Société allemande de coopération au développement, s'est jointe à l'initiative. L'initiative des systèmes de protection sociale de l'UE soutient désormais 11 pays à revenu faible ou intermédiaire et travaille en étroite collaboration avec de nombreuses agences des Nations unies.

De nombreux pays partenaires ont mis en œuvre divers projets de protection sociale. Il faut savoir que la fragmentation a souvent été causée en partie par des bienfaiteurs de la communauté des donateurs. Ces pays eux-mêmes s'étaient rendu compte que la cartographie de leur protection sociale était fragmentée, que la couverture était faible et non systématique, que le ciblage était mauvais et l'administration inefficace, et que

le système dans son ensemble n'était pas viable.

La coopération au sein de l'EU-SPS s'est concentrée sur la recherche analytique, l'évaluation et le développement des capacités, et ce, "à la demande".

L'initiative EU-SPS a travaillé avec des partenaires dans des domaines tels que : la réforme des politiques publiques et des plans d'action en matière de psychologie scolaire, l'extension de la psychologie scolaire au secteur informel (SPIREWORK), le leadership africain en matière de protection sociale et le programme de transformation (TRANSFORM), le développement des programmes universitaires et de formation professionnelle pour le travail social et la protection sociale, l'inclusion du handicap, etc. Voir en ligne pour plus de détails : www.thl.fi/eu-sps Le programme prendra fin en avril prochain. L'un des produits finaux sera une compilation des enseignements et des orientations pour la programmation future dans le secteur des politiques de protection sociale.

Débats sur les questions de vieillissement aux niveaux régional et mondial

Par Jean-Michel Hôte, Vice-Président, CIAS Europe

Le vieillissement est un phénomène mondial, et le nombre croissant de personnes âgées dans la structure de la population de toutes les régions apporte à la fois des opportunités et des défis aux sociétés. Dans la Lettre mensuelle sur la coopération mondiale de décembre 2016, nous avions présenté les activités de la plateforme **AGE Europe** et du CIAS au niveau des Nations Unies dans le domaine du vieillissement. Ici, nous proposons quelques mises à jour.

La plateforme AGE Europe a été fondée en juillet 2001. Les objectifs de cette organisation internationale à but non lucratif sont de donner la parole et de promouvoir les intérêts des citoyens âgés de 50 ans et plus, principalement dans l'UE et dans l'Espace économique européen. A l'occasion du 70ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948), la plateforme AGE et ses partenaires actifs dans la promotion des droits de l'Homme, ont lancé le 1er octobre une **campagne de sensibilisation de 70 jours contre l'âgisme** intitulée "**Ageing Equal**" (http://ageing-equal.org/).

Au niveau mondial, la plateforme AGE a tenu à participer aux travaux du Groupe de travail sur le vieillissement (*Open-Ended Working Group on Ageing*, OEWGA), un forum intergouvernemental consultatif créé par l'Assemblée générale des Nations Unies et sa résolution 65/82 du 21 décembre 2010, pour renforcer la protection des droits humains des personnes âgées. La mission de l'OEWGA est "d'examiner le cadre international existant des droits humains des personnes âgées et d'identifier les lacunes possibles et la meilleure façon de les combler, notamment en examinant, le cas échéant, la faisabilité d'autres instruments et mesures". Son mandat a été renouvelé par la résolution 67/139 de l'Assemblée générale le 20 décembre 2012. Tout État Membre de l'ONU peut participer à un OEWGA. Ils sont également ouverts à la participation des agences des Nations Unies, des institutions nationales des droits de l'homme, et des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC).

Concrètement, l'activité du Groupe de travail pourrait déboucher sur la création d'un nouvel instrument juridique (contraignant) sur les droits des personnes âgées. De

nombreux participants aux discussions des gouvernements et des ONG espèrent qu'une telle convention internationale fondée sur les droits pourrait être similaire à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Cette convention a été adoptée le 13 décembre 2006 par l'Assemblée générale des Nations Unies (entrée en vigueur le 3 mai 2008), après huit sessions d'un "comité ad hoc" qui s'est réuni de 2002 à 2006.

Les sessions ont lieu une fois par an au siège de l'ONU à New York. La 9ème session a eu lieu du 23 au 26 juillet 2018. Présidé par l'Ambassadeur de l'Argentine auprès de l'ONU et dirigé par un Bureau composé de quatre autres représentants nationaux (Qatar, Autriche, Slovénie et Namibie), le Groupe de travail s'est concentré sur des domaines spécifiques, conformément à la décision prise à sa huitième session. En 2017, deux questions étaient à l'ordre du jour :

a) l'égalité et la non-discrimination des personnes âgées ;
b) l'absence de violence, d'abus et de négligence.
En 2018, les thèmes abordés étaient : autonomie et indépendance, et soins de longue durée et soins palliatifs. Comme on peut s'y attendre, les États membres jouent un rôle prééminent dans les discussions de l'OEWGA sur ces questions.

Dans le même temps, plus de 40 ONG ont participé aux discussions préliminaires la veille de l'ouverture officielle de la réunion ; certaines d'entre elles ont organisé des manifestations parallèles. De nombreuses ONG internationales utilisent le travail de l'OEWGA pour le plaidoyer et la mise en réseau et pour renforcer leur collaboration. On peut citer, par exemple, l'implication de l'Alliance globale pour les droits des personnes âgées (GAROP), dont l'objectif spécifique est de renforcer la protection des droits humains des personnes âgées.

GAROP a été créé en 2011 ; c'est un réseau de plus de 200 membres dans le monde entier, grâce à la collaboration de neuf organisations : le Réseau international pour la prévention des abus envers les personnes âgées, l'Alliance mondiale de l'ILC, l'IFA, l'Association internationale des foyers et services pour personnes âgées, l'IAGG, Help Age International, la plateforme Age Europe, Age UK et l'AARP. L'alliance a joué un rôle déterminant dans la formulation des préoccupations de ses partenaires et dans la présentation de propositions contrastées pour la discussion.

Afin d'aller de l'avant après neuf ans de délibérations, les organisations de la société civile expriment leur déception devant l'absence de progrès visibles et attendent des États membres qu'ils donnent des orientations plus claires sur la manière de mieux protéger et promouvoir les droits fondamentaux des personnes âgées.

Les deux thèmes retenus pour la 10ème session de l'OEWGA en 2019 sont : a) l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie, et b) la protection sociale et la sécurité sociale (y compris les fonds de protection sociale).

Le dernier thème sera, bien entendu, d'un intérêt central pour le CIAS. Toutes les contributions préparatoires de la 9ème session peuvent être consultées sur le site web de l'ONU à l'adresse suivante : https://social.un.org/ageing-working-group/

Pour en savoir plus sur les positions de la plateforme **Age Europe**, veuillez consulter le site www.age-platform.eu , rubrique "Droits des personnes âgées".

Pour en savoir plus sur **GAROP**, rendez-vous sur http://www.rightsofolderpeople.org

Convergences Forum mondial

Le 11ème Forum mondial Convergences s'est tenu à Paris (France) les 3 et 4 septembre 2018. Lancé en France en 2008, Convergences a été conçu comme une plateforme de réflexion en Europe qui vise à construire de nouvelles convergences entre acteurs publics, privés et solidaires en vue de promouvoir les Objectifs de Développement Durable et le développement d'un monde " Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté ". Environ 35 organisations des secteurs privé, public, social et universitaire, ainsi que des médias, se sont réunies dans la nef du Palais Brongniart pour discuter de cinq ODD sélectionnées : n° 3 : "Santé et bien-être", n° 4 : " Éducation de qualité ", n° 8 : "Travail décent et croissance économique ", n° 11 : " Villes et communautés durables" et n° 17 : "Partenariat pour les objectifs". Ces objectifs spécifiques ont été discutés selon les trois perspectives différentes mentionnées ci-dessus.

Convergences cherche à s'engager avec les différents acteurs afin de diffuser les bonnes pratiques et les approches de "co-construction" visant à créer des partenariats à fort impact et innovants. Son champ d'intérêt est vaste et englobe des questions telles que : le développement durable, le développement international, la finance solidaire et inclusive, la responsabilité sociale des entreprises (RSE), l'économie sociale et solidaire et les nouvelles technologies pour le changement. Chaque année, le Forum à Paris rassemble plus de 5 000 participants. A la recherche de nouvelles solutions pour lutter contre la pauvreté dans tous les pays, Convergences a également initié des forums régionaux, comme en septembre 2016 au Myanmar (Birmanie) et en mai 2018 en Tunisie. Les prochains forums régionaux sont prévus en Colombie en 2018, puis aux Philippines (2019).

Parmi ses publications, on peut citer le "**Baromètre de l'Entrepreneuriat Social**" publié en France et dans le monde depuis 2011. Il présente des recommandations de pratiques et il est disponible en français et en anglais. La 5e édition (janvier 2017) met l'accent sur le rôle de l'entrepreneuriat social dans la transition vers des villes et territoires durables.

Une autre publication publiée dans les deux langues depuis 2010 s'appelle le **Baromètre de la microfinance**. La 9e édition (2018) présente les chiffres clés dans ce domaine et se concentre sur le thème de la rentabilité dans ses multiples dimensions. Les rapports annuels sont également publiés en anglais et en français.

(photo - source : http://www.convergences.org/en/world-forum/convergences-world-forums-professional-marketplace/)

Plus d'informations sur le Forum sur http://www.convergences.org/en/world-forum/

(source : http://www.convergences.org/en/world-forum/)

SDG Watch Europe

SDG Watch Europe est une alliance européenne et intersectorielle d'organisations de la société civile des secteurs du développement, de l'environnement, du social, des droits humains et autres. Son objectif est de demander aux gouvernements de rendre compte de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 pour le développement durable adopté par l'ONU en 2015. L'alliance compte une centaine de membres et d'observateurs.

Le travail de SDG Watch Europe est coordonné selon les quatre axes de travail interdépendants présentés ci-dessous. Certaines des organisations membres sont particulièrement impliquées dans la facilitation des activités des volets, comme le Bureau européen de l'environnement (BEE), les Amis de la Terre Europe (FOEE), l'Action mondiale contre la pauvreté (GCAP), l'Institut international du développement durable (IISD), Global Health Advocates (GHA), CEE Web for Biodiversity, Solidar, etc. Cependant, le travail de l'alliance ne se limite pas à l'observation, mais comprend également des activités de plaidoyer et de campagne. La déclaration la plus récente de l'alliance, datée du 25 septembre 2018, intitulée "Manifeste pour une Europe durable pour ses citoyens" a également été approuvée et signée par le CIAS Europe.
Les quatre volets clés présentés sur le site web de l'alliance sont les suivants :

Volet 1 : Politique et coordination communes à haut niveau pour une mise en œuvre ambitieuse et intégrée des ODD de l'UE
Il s'agit d'examiner l'adéquation des stratégies, politiques et pratiques existantes de l'UE à la lumière de la nécessité d'atteindre les objectifs et cibles du développement durable. Cela inclut la demande d'effectuer une "analyse des lacunes" des cadres et processus politiques de l'UE, en demandant leur révision ou leur remplacement le cas échéant.

Volet 2 : Suivi, responsabilisation et examen de la mise en œuvre des objectifs européens de développement durable dans tous les secteurs
Suivre de près et rendre compte de la manière dont l'UE et ses États membres traitent la mise en œuvre des OMD. Les questions discutées : Ont-ils une stratégie et un plan de mise en œuvre ? L'engagement de la société civile est-il institutionnalisé ? Couvrent-ils tous les objectifs ? A quel niveau ?

Volet 3 : impliquer les associations de la société civile et les citoyens aux niveaux local, national et européen
L'alliance est censée s'adresser aux associations de société civile de toute l'Europe, qu'elles soient ou non membres de l'UE, afin de les sensibiliser, de promouvoir

leur engagement et de les aider à renforcer leurs capacités en vue de la mise en œuvre des ODD à tous les niveaux. La nécessité de s'engager auprès des gens et de les faire participer est reconnue. L'importance d'une action ascendante et de l'établissement de liens avec les plates-formes nationales pour renforcer la légitimité est reconnue.

Volet 4 : Réflexion, innovation, expérimentation et apprentissage en commun

La société civile en Europe n'est peut-être pas entièrement prête pour les ODD. Nos méthodes de travail, de coopération et de mise en œuvre sont-elles suffisamment avancées, intégrées et cohérentes ? Si nous exigeons cela d'autres acteurs, nous devons prendre l'initiative, passer de la parole aux actes et donner l'exemple à suivre.

Le CIAS a rejoint l'Alliance SDG Watch Europe il y a deux ans. Il est important d'intégrer la perspective de la politique sociale globale que nous soutenons dans le dialogue sur le développement durable. Le CIAS est également membre à part entière de la Plate-forme sociale, qui est une coalition d'organisations européennes de la société civile du secteur social. Nous participons au travail de SDG Watch Europe également par le biais de la Plate-forme sociale.

Plus d'informations sur SDG WE et la campagne 2018 https://www.sdgwatcheurope.org/our-work/

Message du Président de la Plate-forme sociale

Chers amis,

J'ai le plaisir de vous présenter notre premier courrier officiel de la conférence et de vous inviter à la conférence "Construire l'Europe sociale" de la Plate-forme sociale, qui aura lieu les 29 et 30 novembre à Lisbonne et qui est organisée en coopération avec le gouvernement du Portugal.

L'objectif de la conférence est de marquer le premier anniversaire de la proclamation du Pilier des Droits Sociaux de l'UE - une étape importante dans la transformation de la boussole de l'UE en une boussole plus sociale et inclusive.

Nous voulons faire en sorte que notre conférence soit une plate-forme non seulement pour le débat, mais aussi pour traduire les engagements pris dans le pilier européen des droits sociaux et dans les objectifs du développement durable en objectifs politiques concrets, compte tenu des prochaines élections européennes et des transitions institutionnelles en 2019.

Notre objectif est d'accueillir environ 80 participants, représentant à parts égales nos membres aux niveaux européen et national. Outre nos membres, notre objectif est d'impliquer les décideurs européens et nationaux, les partenaires sociaux, les organisations de la société civile et les universitaires.

La conférence propose deux tables rondes avec la participation d'intervenants de haut niveau, trois ateliers, de nombreuses visites d'étude et rencontres avec les projets locaux au Portugal, l'exposition "Made in Social Europe" des pratiques de nos membres, ainsi qu'une occasion de découvrir le charme et la beauté de Lisbonne.

J'espère vivement que nombre d'entre vous et d'autres représentants de vos organisations viendront à Lisbonne avec nous à ce qui promet d'être une conférence vivante et stimulante !

Jana Hainsworth, Présidente de la Plate-forme sociale

Pour en savoir plus sur la conférence et le programme : http://www.socialplatform.org/events/made-in-social-europe-flagship-event-by-social-platform/

La rédactrice en chef remercie Gabriela Siantová pour son aide dans la rédaction de ce numéro de la Lettre mensuelle de la coopération mondiale.

The content of this Global Newsletter may be freely reproduced or cited provided the source is acknowledged. The views do not necessarily represent policies of ICSW.

Newsletter Editor:
Sergei Zelenev, Executive Director
E-mail: szelenev@icsw.org,

Address:
ICSW, 5700 Arlington Ave.,
Bronx, New York, 10471 (US Office)

icsw@icsw.org
Website www.icsw.org

If you wish to cease receiving this newsletter, please click 'here' providing your name and email address